

SOMMAIRE ET ÉDITO

● Avoir 20 ans en temps de Covid-19 p.2

DOSSIER

● Une fracture entre deux mondes p.3-5



● La jeunesse s'emploie face au chômage p.6-7



● La précarité se pose en ennemi de la santé p.8

● La laïcité vue du lycée p.9

● Une nouvelle voie pour l'apprentissage ? p.10-11



● Quel pouvoir d'achat face à la crise sanitaire ? p.12-13

● Les jeunes en détresse psychologique p.14-15



● Une crise de croissance p.16

Familles Laïques

Revue trimestrielle éditée par le CNAFAL (Conseil national des associations familiales laïques) • 19, rue Robert-Schumann 94270 Le Kremlin-Bicêtre • Tél. : 09 71 16 59 05 • e-mail : cnafal@cnafal.net

• Directeur de la publication et président du CNAFAL : Jean-Marie Bonnemayre
• Chef d'édition : Jérôme Comin • Secrétaire de rédaction : Jeannine Jouanin
• Gérant : Patrick Belgit • Réalisation : ©BAT - Tél. : 01 46 94 69 96 • Impression : Imprimerie Gueutier (35) • Dép. légal Presse Commission. Commission paritaire n° 0925G87077. ISSN 0755-4265.

Bulletin d'abonnement

À retourner au CNAFAL

19, rue Robert-Schumann - 94270 Le Kremlin-Bicêtre ou à déposer au CDAFAL de mon département.

Nom - prénom :

Adresse :

Je désire recevoir 4 exemplaires de Familles laïques pour le prix de 10,00 € à partir du n° :

Je règle par chèque (postal ou bancaire) ci-joint, à l'ordre du CNAFAL.

ÉDITO

Avoir 20 ans en temps de Covid-19



Jean-Marie Bonnemayre
Président

« J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. Tout menace de ruine un jeune homme : l'amour, les idées, la perte de sa famille, l'entrée parmi les grandes personnes. Il est dur à apprendre sa partie dans le monde. À quoi ressemblerait notre monde ? Il avait l'air du chaos que les Grecs mettaient à l'origine de

l'univers dans les nuées de la fabrication. Seulement on croyait y voir le commencement de la fin, de la vraie fin, et non de celle qui est le commencement d'un commencement. » Ce texte se trouve dans le livre de Paul Nizan, *Aden Arabie*. Paul Nizan, compagnon d'étude et philosophe, est mort à 35 ans, en mai 1940, sur le front durant la Seconde guerre mondiale. En 1968, les étudiants en grève avaient repris en slogan, cette fameuse phrase « J'avais vingt ans, je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie... » de son ouvrage réhabilité par une préface de Jean-Paul Sartre.

Et aujourd'hui, 13,5% des jeunes sont considérés comme des « Neets » (Neither in employment nor in education or training), ni en emploi, ni en étude, ni en formation... Et cette statistique date de 2019, bien avant la crise économique, sanitaire et sociale liée à la pandémie de Covid-19. Voilà longtemps, que le CNAFAL crie au scandale et au sacrifice d'une certaine jeunesse issue des quartiers populaires. Bertrand Schwartz l'avait parfaitement diagnostiqué en 1993 : quarante ans après, c'est le désastre. Les émeutes de jeunes désœuvrés, précaires, marginalisés, crient le « No Future », cette absence d'avenir qui les désespère.

Le président de la République, Emmanuel Macron, l'a accru en balayant, d'un revers de main, tous les dispositifs de réinsertion sociale qui étaient en œuvre en France. Car avant l'emploi, il faut faire de la réinsertion ! On se souvient de l'apostrophe brutale et méprisante adressée à un jeune lors d'une de ses sorties médiatiques. Le chef de l'Etat lui avait assuré qu'il suffisait de « traverser la rue » pour trouver du travail. Le seul point, un peu positif, de ce quinquennat, sera le renforcement de l'apprentissage, non sans l'arrière-pensée de fournir à certains petits patrons, une main d'œuvre bon marché ! ■

ANALYSE

Une fracture entre deux mondes

LES INÉGALITÉS SOCIALES ET CULTURELLES CONTINUENT DE SE CREUSER EN FRANCE SOUS L'IMPULSION, CES DERNIÈRES ANNÉES, DE DEUX COURANTS : LES « JE SUIS PARTOUT » ET LES « QUELQUE PART ».

« La démocratie a pour premier devoir de revenir aux traînants qui sont multitudes ; car selon l'idéal démocratique, une élite qui n'instruit pas le peuple, est plus évidemment injuste qu'un riche qui touche ses loyers et ses coupons », expliquait le philosophe Alain dans ses *Libres propos sur le pouvoir*. D'une étude approfondie, menée à la fin 2019, pour la fondation Jean-Jaurès, il apparaît que les jeunes entre 17 et 23 ans sont conscients que leur avenir est le plus souvent déterminé par leur milieu d'origine et leur lieu d'habitation. La détermination sociale, tant dénoncée en 1968 et par des sociologues comme Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, est non seulement toujours à l'œuvre, mais a peut-être empiré depuis une vingtaine d'années ! La seule contestation de la réforme des études secondaires et des lycées est venue des lycées agricoles, qui se sont sentis relégués. La ligne de fracture dans l'accès aux informations concernant les études, les orientations, les métiers, traverse, bien, sûr les villes et les territoires ruraux, mais plus encore les grandes métropoles et les campagnes.

De même, on peut constater une défaillance des pouvoirs publics dans le conseil aux jeunes, pour s'orienter et faire des choix en connaissance de cause : en moyenne, 41% des jeunes (42% pour ceux vivant en zones rurales), de 17 à 23 ans, ont le sentiment de ne pas avoir suffisamment d'informations pour s'orienter. Et 58% des jeunes de 17 à 23 ans, ont fait, ou vont faire des études supérieures ambitieuses pendant que 48% des jeunes des villes de moins de 20 000 habitants, contre 67% des jeunes d'agglomération parisienne et 32% des jeunes des zones rurales, disent n'avoir pratiqué aucune activité extra-scolaire, contre seulement 20% en agglomération parisienne. Près d'un jeune Français sur deux, envisage la possibilité d'aller travailler à l'étranger, et ce dans le cadre d'une future activité professionnelle, mais seuls 34% sont issus des zones rurales, contre 52% en agglomération parisienne. Et bien évidemment pas sur les mêmes métiers. L'égalité des chances joue, dès lors, pour l'accès à l'information, notamment au stade cru-



Les jeunes issus des milieux défavorisés peinent à accéder aux études supérieures.

cial de l'orientation et des choix. C'est ainsi que le taux de chômage des diplômés des quartiers populaires, ayant un bac +2, est presque trois fois supérieur à la moyenne nationale ! Un diplômé bac + 5 de plus de 30 ans a 22% de chances de moins d'occuper un emploi de cadre, lorsqu'il est issu des quartiers prioritaires ! Les enfants de milieux défavorisés, risquent trois fois plus que les autres, d'avoir un niveau scolaire en dessous de la moyenne. Conséquence, les enfants d'ouvriers sont deux fois moins diplômés du supérieur que les enfants de cadres ! Cela est patent pour les filières de médecine : 40% des étudiants en première année, avaient des parents cadres supérieurs



Les « Anywhere » sont ceux qui se sentent partout chez eux grâce à leur éducation libérale.

© Yakobchuk Olena

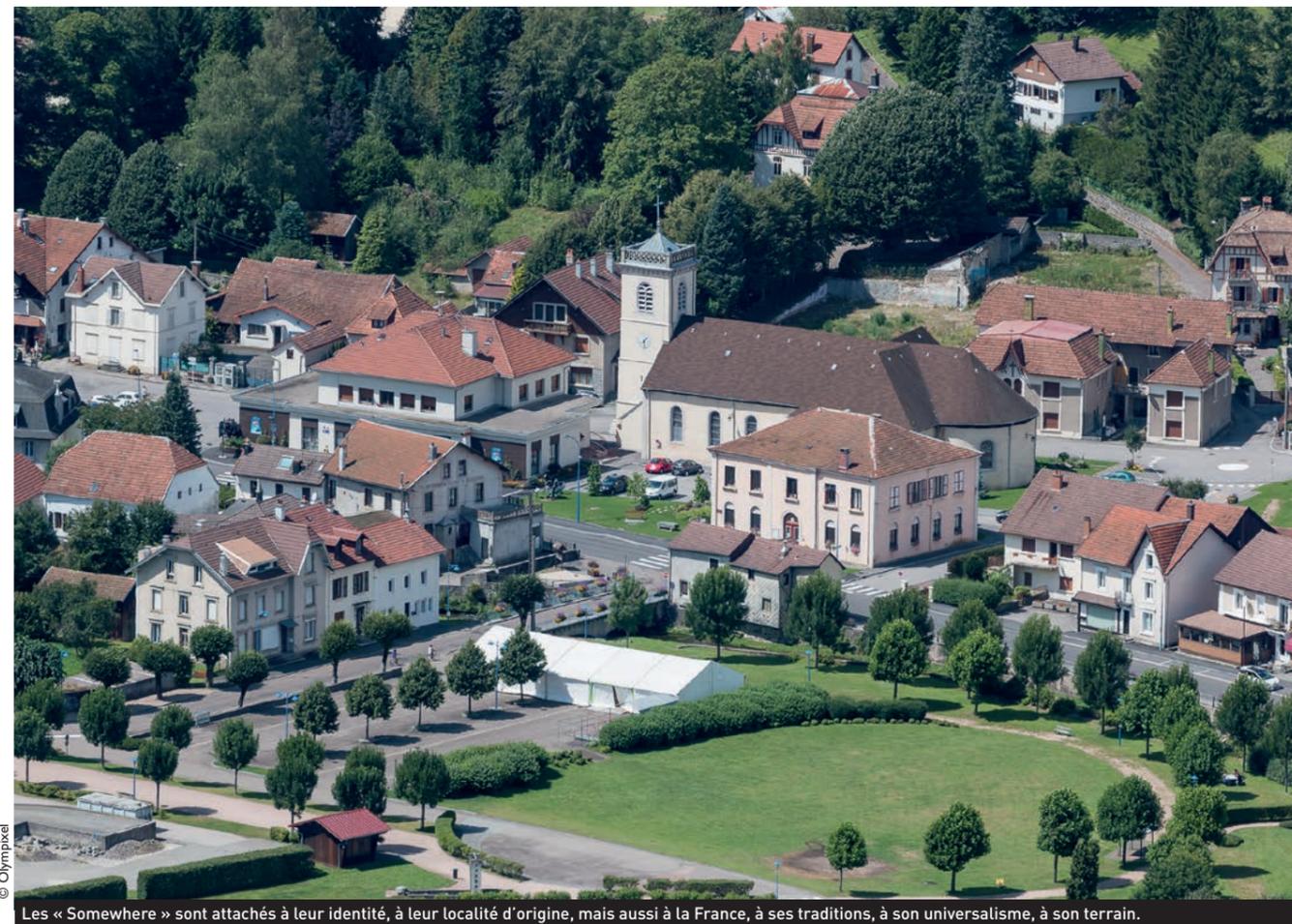
second degré (Ipes) en faculté à destination des plus méritants, qui leur permettait de percevoir un salaire. Dans le même ordre d'idées, la suppression de l'accès aux postes de surveillants, en collèges ou lycées, à des étudiants leur permettant à la fois de poursuivre leurs études en ayant un salaire, a représenté une mesure antisociale ! Le clivage social est patent entre les zones rurales et les grandes zones urbaines. À la question, quel est le diplôme le plus utile pour trouver un emploi ? Les familles des zones rurales se cantonnent le plus souvent au CAP et au BEP et elles ne semblent pas croire à l'utilité d'un diplôme supérieur : seulement 18% encouragent l'accès au supérieur, contre 49% dans les familles favorisées ! On sait aussi que l'entregent, le réseau familial et social jouent dans l'obtention des stages qui vont nourrir les CV des demandeurs d'emploi. C'est ce que l'on appelle les inégalités de capital social ! « L'imaginaire social » n'est pas le même, (manque de confiance en soi, manque d'appui) et se traduit par des aspirations modestes.

L'ascenseur social fonctionne de moins en moins bien : ainsi, la proportion d'enfants d'ouvriers et d'employés, devenus cadres ou exerçant des professions intermédiaires, varie du simple au double, entre la Creuse (24,7%) et Paris (47%). On le voit, les fractures, particulièrement au niveau de la jeunesse, sont à la fois sociales et territoriales, territoriales, parce que sociales ! Avec l'avènement du libéralisme et du capital mondialisé s'ajoute une dimension, celle de la mobilité ! Bien sûr, c'est la dichotomie qui se crée à partir des années 1960, entre la ville centre, attractive, et les territoires ruraux. L'accès à la culture, aux loisirs, se déroule de plus en plus dans les villes moyennes et grandes. Les ressources de la famille, sont un élément

“ L'accès à la culture, aux loisirs, se déroule de plus en plus dans les villes moyennes et grandes.”

également capital pour assurer à des étudiants, des séjours linguistiques à l'étranger, mais aussi entretenir un ou plusieurs jeunes dans une ville universitaire. L'apprentissage d'une langue étrangère, plusieurs séjours à l'étranger sont des avantages qui ne sont pas donnés à tout le monde !

La mondialisation de l'économie, amenant de nouvelles fractures, est révélée par David Goodhar, un journaliste du *Financial Times* ! Son étude, « *Les deux clans : la nouvelle fracture mondiale* », est toujours aussi importante en termes d'analyse, pour comprendre notre société que la révélation de l'ouvrage de Jérôme Fourquet, *L'archipel Français*. La mondialisation a créé une fracture entre deux clans : les « Anywhere », c'est-à-dire ceux qui sont partout chez eux, bénéficiant d'études supérieures, même culture économique acquise au libéralisme, à la mondialisation, diplômés de l'enseignement supérieur, parlant plusieurs langues, ayant des revenus confortables et fréquentant les mêmes lieux, les mêmes personnes de leur classe, qu'elles résident à Londres ou au Luxembourg, à Milan, New-York....



© Olympixel

Les « Somewhere » sont attachés à leur identité, à leur localité d'origine, mais aussi à la France, à ses traditions, à son universalisme, à son terrain.

Dans ce cas, l'immigration est une chance, un tremplin ! Et puis, il y a ceux de quelque part... « attachés » dans les deux sens du mot, à un lieu, à une localité, une région. Attachés, parce que rivaillés professionnellement à ce lieu, mais attachés au sens affectif. Ceux de nulle part, sont ceux qui sont à l'aise dans n'importe quelle capitale. David Goodhart explique qu'ils ont une « identité portable », définie par leur réussite universitaire et professionnelle, ayant la même culture mondialisée. En France, elle est symbolisée par Emmanuel Macron et une grande part de ceux qui l'ont suivi, ce qui explique aussi leur « mépris de classe ». À rebours, les « Somewhere », « ceux de quelque part », sont attachés à leur identité, à leur localité d'origine, leur région, mais aussi, sans être franchouillard, à la France, à ses traditions, à son universalisme, à son terrain. À l'étranger, ils se sont révoltés en Grande-Bretagne et ont voté pour le Brexit, contre la mondialisation incarnée par l'Europe libérale... Lorsqu'on approfondit la question en France, les « quelque part » ont commencé à se révolter dans les années 1970, avec l'irruption des mouvements régionalistes, articulés sur la réappropriation et la restauration des langues et cultures d'origine, mais aussi avec la préservation de la nature dans le sens extensif, prémisses de l'écologie.

D'une certaine manière, une part de l'électorat de Marine Le Pen, a pour ressort la révolte des « Somewhere ». Deux idéologies s'affrontent : l'idéologie des « je suis partout », qui accordent beaucoup de valeurs à l'autonomie, à la mobilité, à l'innovation, à l'individu, à l'apprentissage des langues étrangères. Ils se vivent comme « citoyens du monde ». La réussite est une affaire individuelle de réalisation de soi. Mobilité géographique et sociale vont de pair, études supérieures et belle carrière aussi, si possible à l'international. Les « quelque part » sont enracinés : agriculteurs, ouvriers, employés, petits fonctionnaires, salariés dépendants de productions locales, laissés pour compte de l'économie libérale et de la compétition mondiale. Ils aspirent à de la stabilité, à de la continuité dans leur mode et lieu de vie ! Ils croient de moins en moins à l'ascenseur social et se sentent malmenés par la mondialisation, ce qui est loin d'être faux ! Le clivage est bien évidemment à l'œuvre dans la scolarité des nouvelles générations et traverse de part en part, les classes d'âges, mais aussi les origines des jeunes et jusque évidemment dans les méthodes pédagogiques qui commencent à envahir l'éducation nationale, mais aussi à travers l'apprentissage du numérique ! ■

Jean-Marie Bonnemayre